

Diplôme Universitaire d'Hygiène Hospitalière et Gestion de la Contagion

Médecine légale : responsabilités, expertises, généralités

Lundi 11 octobre 2021

Pr Christophe Bartoli
Service de médecine légale et droit de la santé
Faculté des sciences médicales et paramédicales
Aix-Marseille Université

RESPONSABILITES



Responsabilités médicales

Assumer ses fautes



Sanction

Responsabilités
punitives



Réparation

Responsabilités
réparatrices

*Réparation
« sans faute »*



Exercice médical

■ Secteur libéral

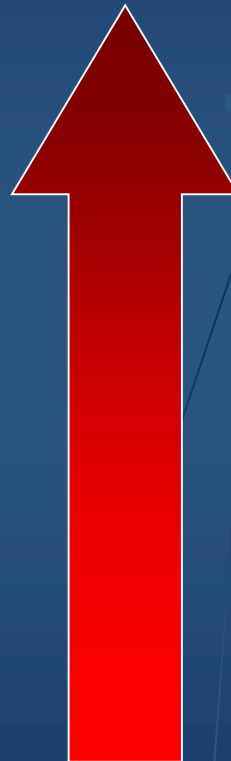


Resp. réparatrice
= Resp. civile

■ Secteur public



Resp. réparatrice
= Resp. administrative



SEPARATION DES POUVOIRS

Responsabilités médicales

Responsabilités punitives

Resp. pénale

Resp. ordinale

Secteurs libéral et public

Responsabilités punitives

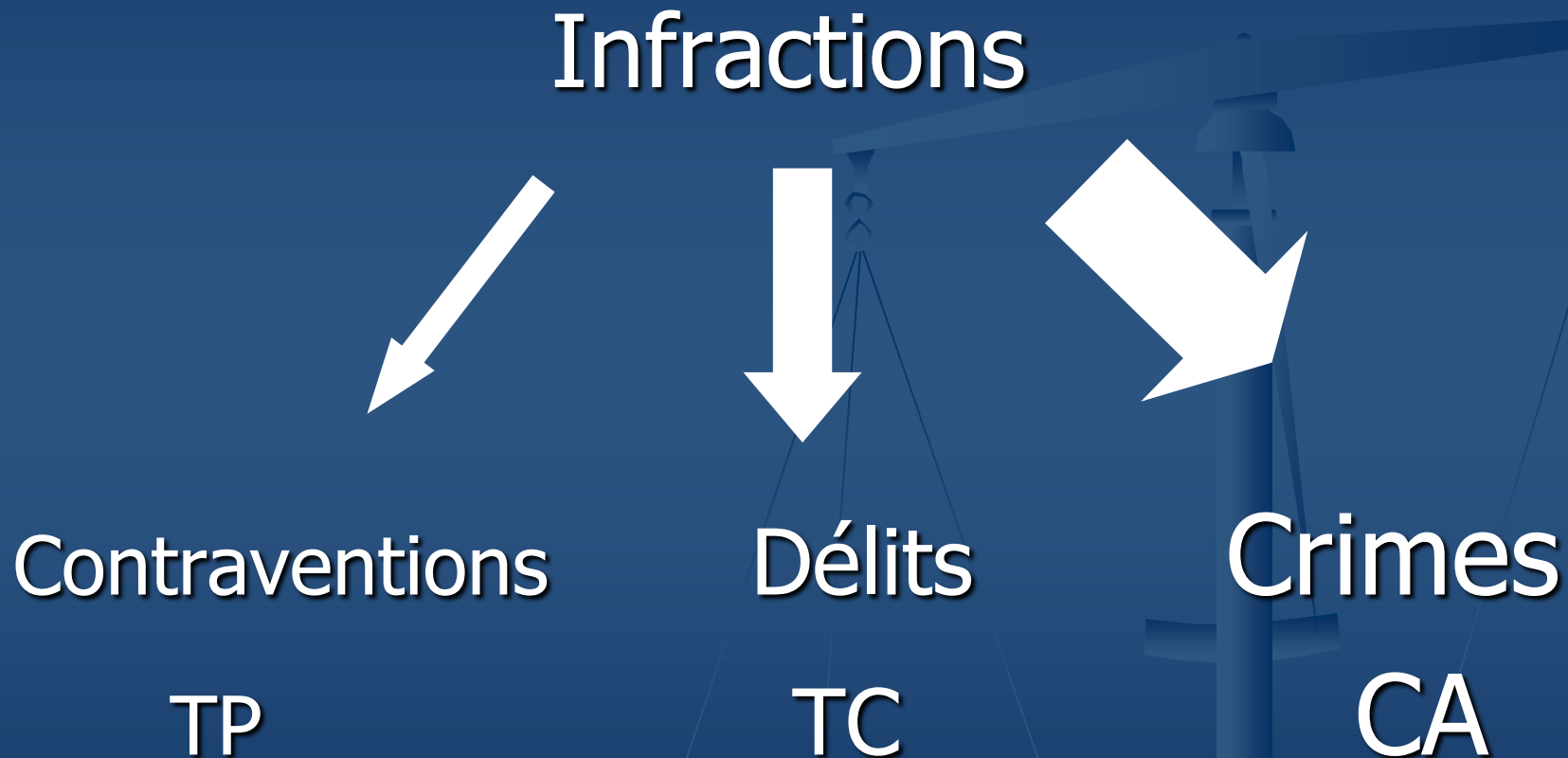
Responsabilité pénale

Responsabilité ordinale

Responsabilité pénale

- Concerne tous les citoyens
- Toujours individuelle
- Pution : amende et / ou prison...
- Référence au Code pénal = catalogue limitatif des infractions légalement punissables et des sanctions correspondantes

Responsabilité pénale



Responsabilité ordinale

- Tous les médecins ou autres professionnels régis par un ordre (secteurs public et libéral) :
 - inscrits au tableau départemental de l'Ordre
 - qui ont enfreint le Code de déontologie médicale
 - sanctions strictement professionnelles : avertissement, blâme, interdiction..., radiation

Responsabilités réparatrices



Responsabilités médicales

Responsabilités réparatrices

Resp. civiles
(libéral)

Resp. administrative
(public)

Responsabilités civiles

- Obligation de réparer le dommage
- Réparation pécuniaire (indemnisation de la victime)
- Réparation si :
 - Faute
 - Dommage
 - Lien de causalité entre faute et dommage

Responsabilités civiles

- Procès entre particuliers devant tribunal ordre judiciaire
- Références au Code civil
- Responsabilités assurables

Responsabilités civiles médicales (RCM)

RCM contractuelle

- Née de l'arrêt Mercier (20 mai 1936)
- Prescription : 10 ans (← consolidation DC) depuis la loi du 4 mars 2002
- Obligation du médecin = obligation de moyens
- Faute si non respect du contrat défini par l'arrêt Mercier
- Appréciation de la faute *in abstracto* (référence *bonus medicus*)
- Faute la plus légère prise en compte

Responsabilité administrative hospitalière

- Prise en charge par « l'Etat » des dommages causés par le Service public (médecin hospitalier = agent du service public de santé)
- **Pas de contrat** entre patient et médecin hospitalier
- Compétence juridictions administratives
- Prescription : 10 ans (← consolidation DC) depuis la loi du 4 mars 2002

Exceptions à la mise en jeu de la RAH du médecin

- Faute personnelle détachable de service
- Consultations privées

Indemnisation des AM, AI et IN

- Lois du 4 mars 2002 et du 30 décembre 2002
- Décrets du 29 avril 2002, 19 février 2003 et du 4 avril 2003

En responsabilité médicale

- Plus de différence entre secteurs libéral et public (professionnels et établissements de santé)
- Prescription de 10 ans (← consolidation DC)
- Applicable à compter du 5 septembre 2001
- Obligation d'assurance et d'assurer

Indemnisation des AM, AI et IN

- Prof. et étab. de santé seulement responsables des dommages d'actes de prévention, de diagnostic ou de soins qu'**en cas de faute**
 - **Actes dommageables sans faute :**
 - prise en charge, selon critères de gravité:
 - soit par l'assureur
 - soit par l'ONIAM (solidarité nationale)
- ← Avis des commissions de conciliation et d'indemnisation des AM, des AI et des IN

Indemnisation des AM, AI et IN

Actes dommageables sans faute pris en charge par les assurances

- Défaut d'un produit de santé
- Infections nosocomiales
 - Ni décès
 - Ni IPP > 25% (barème spécifique)

Indemnisation des AM, AI et IN

Actes dommageables sans faute pris en charge par la solidarité nationale

- Accidents médicaux et affections iatrogènes (« aléa médical ») :
 1. un taux d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique (AIPP) supérieur à 24 % ; **OU**
 2. un arrêt temporaire des activités professionnelles (ATAP) pendant une durée au moins égale à six mois consécutifs ou à six mois non consécutifs sur une période de douze mois ; **OU**

Indemnisation des AM, AI et IN

3. lorsque la victime est déclarée définitivement inapte à exercer l'activité professionnelle qu'elle exerçait avant l'accident médical ; **OU**

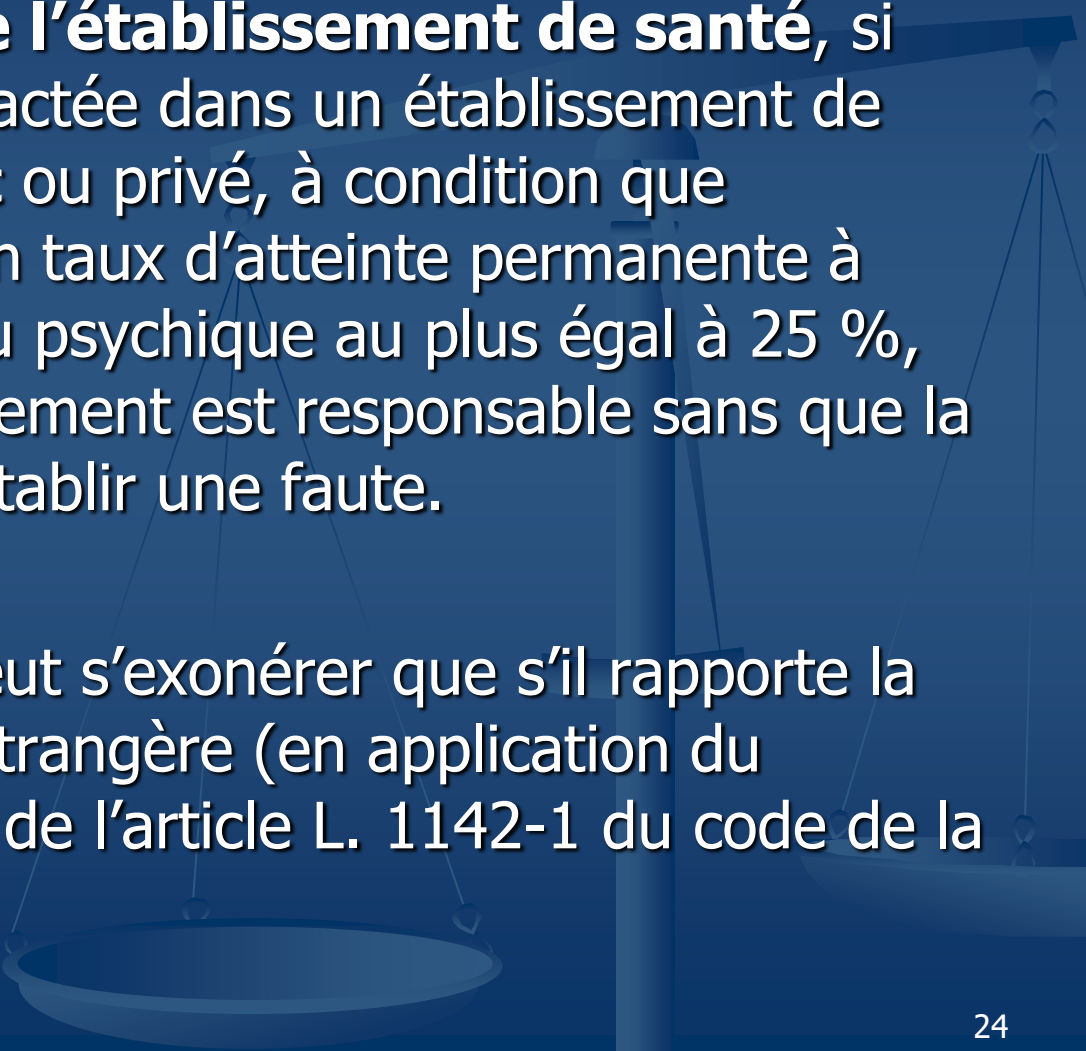
4. lorsque l'accident médical, l'affection iatrogène ou l'infection nosocomiale occasionne des troubles particulièrement graves, y compris d'ordre économique, dans ses conditions d'existence (TPGCE).

Nb : 3 et 4 = à titre exceptionnel

Réparation des infections nosocomiales

- Si les soins ayant causé l'infection sont postérieurs au 4 septembre 2001, différents régimes d'indemnisation existent et engagent :

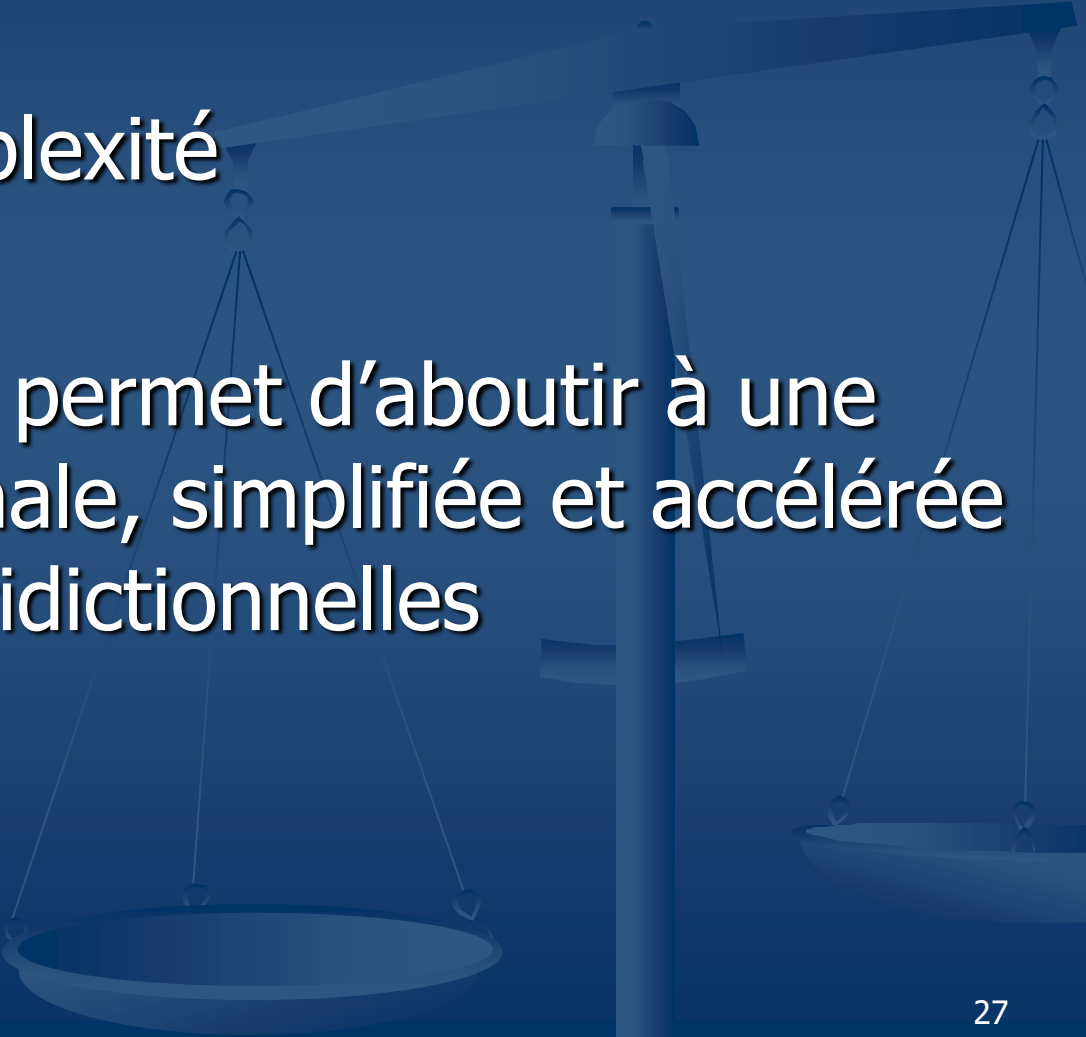
- la **responsabilité du professionnel de santé**, si l'infection a été contractée en médecine de ville, sachant que la responsabilité de ce dernier ne peut être engagée qu'en cas de faute (en application du premier alinéa du I de l'article. L. 1142-1 du code de la santé publique)

- 
- la **responsabilité de l'établissement de santé**, si l'infection a été contractée dans un établissement de santé, qu'il soit public ou privé, à condition que l'infection ait causé un taux d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique au plus égal à 25 %, sachant que l'établissement est responsable sans que la victime soit tenue d'établir une faute.
 - L'établissement ne peut s'exonérer que s'il rapporte la preuve d'une cause étrangère (en application du deuxième alinéa du I de l'article L. 1142-1 du code de la santé publique)

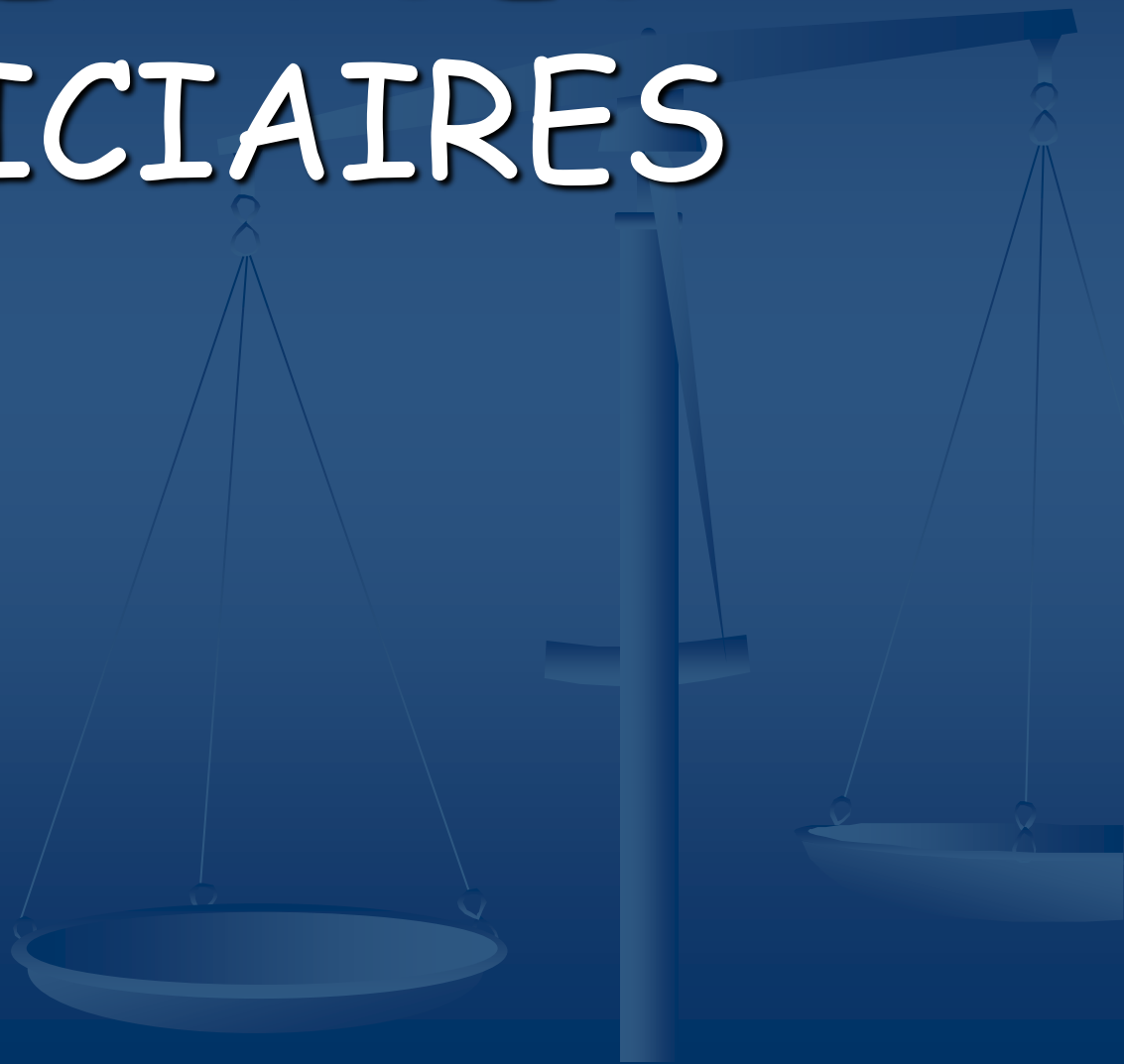
La solidarité nationale, si :

- aucun de ces deux premiers régimes n'est applicable, soit que le professionnel de santé n'ait pas commis de faute, soit que l'établissement de santé ait pu établir une cause étrangère, l'indemnisation se fait par l'Oniam (II de l'article L. 1142-1 du code de la santé publique), à condition que le dommage réponde à trois conditions : le dommage doit être directement imputable à des actes de soins, il doit avoir des conséquences anormales au regard de l'état de santé du patient ou de son évolution prévisible et il doit présenter un caractère de gravité suffisant. Ce dernier est défini par, soit un taux d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique supérieur à 24 %, soit un arrêt temporaire des activités professionnelles pendant une durée au moins égale à six mois consécutifs ou non consécutifs sur une période de douze mois ou des gênes temporaires consécutives d'un déficit fonctionnel temporaire (DFT) supérieur ou égal à 50 %, soit une incapacité définitive à exercer sa profession antérieure, soit des troubles d'une particulière gravité dans les conditions d'existence

- le dommage est grave et uniquement pour les soins réalisés à partir du 1er janvier 2003 dans un établissement de santé, même si les conditions d'indemnisation au titre d'un des deux premiers régimes sont remplies, à condition que l'infection ait causé un taux d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique supérieure à 25 % ou le décès de la victime (article L. 11452-1-1 du code de la santé publique). Toutefois, un recours subrogatoire de l'Oniam à l'encontre de l'établissement est possible en cas de faute

- 
- Indéniable complexité
 - Mais régime qui permet d'aboutir à une procédure originale, simplifiée et accélérée / procédures juridictionnelles

EXPERTISES JUDICIAIRES



Expertise pénale

- Section du CPP : « De l'expertise »
- Articles 156 à 169-1

ARTICLE 156

- Toute juridiction d'instruction ou de jugement, dans le cas où se pose une **question d'ordre technique**, peut, soit à la demande du ministère public, soit d'office, ou à la demande des parties, ordonner une expertise. Le ministère public ou la partie qui demande une expertise peut préciser dans sa demande **les questions qu'il voudrait voir poser à l'expert**.
Lorsque le juge d'instruction estime ne pas devoir faire droit à une demande d'expertise, il doit rendre une ordonnance motivée au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande. Les dispositions des avant-dernier et dernier alinéas de l'article 81 sont applicables.
Les experts procèdent à leur mission **sous le contrôle** du juge d'instruction ou du magistrat que doit désigner la juridiction ordonnant l'expertise.

ARTICLE 157

- Les experts sont choisis parmi les personnes physiques ou morales qui figurent sur la **liste nationale** dressée par la Cour de cassation ou sur une des **listes dressées par les cours d'appel** dans les conditions prévues par la loi n° 71-498 du 29 juin 1971 relative aux experts judiciaires. **A titre exceptionnel**, les juridictions peuvent, par **décision motivée**, choisir des experts ne figurant sur aucune de ces listes.

Loi n° 2004-130 du 11 février 2004 et décret n° 2004-1463 du 23 décembre 2004 relatif aux experts judiciaires

ARTICLE 158

- La mission des experts qui ne peut avoir pour objet que l'examen de **questions d'ordre technique** est précisée dans la décision qui ordonne l'expertise

ARTICLE 159

- Le juge d'instruction désigne l'expert chargé de procéder à l'expertise. Si les circonstances le justifient, il désigne plusieurs experts.

ARTICLE 160

- Les experts ne figurant sur **aucune des listes** mentionnées à l'article 157 prêtent, chaque fois qu'ils sont commis, le **serment** prévu par la loi n° 71-498 du 29 juin 1971 relative aux experts judiciaires devant le juge d'instruction ou le magistrat désigné par la juridiction. Le procès-verbal de prestation de serment est signé par le magistrat compétent, l'expert et le greffier. En cas d'empêchement dont les motifs doivent être précisés, le serment peut être reçu par écrit et la lettre de serment est annexée au dossier de la procédure.

ARTICLE 161

- Toute décision commettant des experts doit leur impartir **un délai** pour remplir leur mission. Si des raisons particulières l'exigent, ce délai **peut être prorogé** sur requête des experts et par décision motivée rendue par le magistrat ou la juridiction qui les a désignés. Les experts qui ne déposent pas leur rapport dans le délai qui leur a été imparti peuvent être immédiatement remplacés et doivent rendre compte des investigations auxquelles ils ont déjà procédé. Il doivent aussi restituer dans les quarante-huit heures les objets, pièces et documents qui leur auraient été confiés en vue de l'accomplissement de leur mission. Ils peuvent être, en outre, l'objet de mesures disciplinaires allant jusqu'à la radiation de l'une ou de l'autre des listes prévues par l'article 157.[...]

ARTICLE 161

- Les experts doivent remplir leur mission **en liaison** avec le juge d'instruction ou le magistrat délégué ; ils doivent **le tenir au courant** du développement de leurs opérations et le mettre à même de prendre à tout moment toutes mesures utiles.

Le juge d'instruction, au cours de ses opérations, peut toujours, s'il l'estime utile, se faire assister des experts.

ARTICLE 162

- Si les experts demandent à être éclairés sur une question échappant à leur spécialité, le juge peut les autoriser à s'adjoindre des **personnes nommément désignées, spécialement qualifiées par leur compétence.**

Les personnes ainsi désignées prêtent serment dans les conditions prévues à l'article 160.

Leur rapport sera annexé intégralement au rapport mentionné à l'article 166.

ARTICLE 163

- Avant de faire parvenir les scellés aux experts, le juge d'instruction ou le magistrat désigné par la juridiction procède, s'il y a lieu, à leur inventaire dans les conditions prévues par l'article 97. Il énumère ces scellés dans un procès-verbal.

Pour l'application de leur mission, **les experts sont habilités à procéder à l'ouverture ou à la réouverture des scellés**, et à confectionner de nouveaux scellés après avoir, le cas échéant, procédé au reconditionnement des objets qu'ils étaient chargés d'examiner ; dans ce cas, ils en font mention dans leur rapport, après avoir, s'il y a lieu, dressé inventaire des scellés ; les dispositions du quatrième alinéa de l'article 97 ne sont pas applicables.

ARTICLE 166

- Lorsque les opérations d'expertise sont terminées, **les experts rédigent un rapport** qui doit contenir la description desdites opérations ainsi que leurs conclusions. Les experts signent leur rapport et mentionnent les noms et qualités des personnes qui les ont assistés, sous leur contrôle et leur responsabilité, pour la réalisation des opérations jugées par eux nécessaires à l'exécution de la mission qui leur a été confiée.

Lorsque plusieurs experts ont été désignés et s'ils sont **d'avis différents** ou s'ils ont des réserves à formuler sur des conclusions communes, **chacun d'eux indique son opinion** ou ses réserves en les motivant.[...]

ARTICLE 166

- Le rapport et les scellés, ou leurs résidus, sont déposés entre les mains du greffier de la juridiction qui a ordonné l'expertise ; ce dépôt est constaté par procès-verbal.
Avec l'accord du juge d'instruction, les experts peuvent, directement et par tout moyen, communiquer les conclusions de leur rapport aux officiers de police judiciaire chargés de l'exécution de la commission rogatoire.

ARTICLE 167

- **Le juge d'instruction donne connaissance des conclusions des experts aux parties et à leurs avocats** après les avoir convoqués conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 114. Il leur donne également connaissance, s'il y a lieu, des conclusions des rapports des personnes requises en application des articles 60 et 77-1, lorsqu'il n'a pas été fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article 60. Une copie de l'intégralité du rapport est alors remise, à leur demande, aux avocats des parties. Les conclusions peuvent également être notifiées par lettre recommandée ou, lorsque la personne est détenue, par les soins du chef de l'établissement pénitentiaire qui adresse, sans délai, au juge d'instruction l'original ou la copie du récépissé signé par l'intéressé. L'intégralité du rapport peut aussi être notifiée, à leur demande, aux avocats des parties par lettre recommandée.[...]

ARTICLE 167

- Dans tous les cas, le juge d'instruction fixe un délai aux parties pour présenter des observations ou formuler une demande, notamment aux fins de complément d'expertise ou de contre-expertise. Cette demande doit être formée conformément aux dispositions du dixième alinéa de l'article 81. Pendant ce délai, le dossier de la procédure est mis à la disposition des conseils des parties. Le délai fixé par le juge d'instruction, qui tient compte de la complexité de l'expertise, ne saurait être inférieur à quinze jours ou, s'il s'agit d'une expertise comptable ou financière, à un mois. Passé ce délai, il ne peut plus être formulé de demande de contre-expertise, de complément d'expertise ou de nouvelle expertise portant sur le même objet, y compris sur le fondement de l'article 82-1, sous réserve de la survenance d'un élément nouveau. Lorsqu'il rejette une demande, le juge d'instruction rend une décision motivée qui doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande. Il en est de même s'il commet un seul expert alors que la partie a demandé qu'il en soit désigné plusieurs. Les dispositions du dernier alinéa de l'article 81 sont applicables.[...]

ARTICLE 167

- Le juge d'instruction peut également notifier au témoin assisté, selon les modalités prévues par le présent article, les conclusions des expertises qui le concernent en lui fixant un délai pour présenter une demande de complément d'expertise ou de contre-expertise. Le juge n'est toutefois pas tenu de rendre une ordonnance motivée s'il estime que la demande n'est pas justifiée, sauf si le témoin assisté demande à être mis en examen en application de l'article 113-6.

ARTICLE 167-1

- Lorsque les conclusions de l'expertise sont de nature à conduire le juge d'instruction à déclarer qu'il n'y a lieu à suivre en application des dispositions du premier alinéa de l'article 122-1 du code pénal, leur notification à la partie civile doit être effectuée dans les conditions prévues par le premier alinéa de l'article 167. La partie civile dispose alors d'un délai de quinze jours pour présenter des observations ou formuler une demande de complément d'expertise ou de contre-expertise. La contre-expertise demandée par la partie civile est **de droit**. Elle doit être accomplie par **au moins deux experts**.

ARTICLE 168

- **Les experts exposent à l'audience**, s'il y a lieu, le résultat des opérations techniques auxquelles ils ont procédé, après avoir prêté serment d'apporter leur concours à la justice en leur honneur et en leur conscience. Au cours de leur audition, ils peuvent consulter leur rapport et ses annexes.

Le président peut soit d'office, soit à la demande du ministère public, des parties ou de leurs conseils, leur poser toutes questions rentrant dans le cadre de la mission qui leur a été confiée.

Après leur exposé, les experts assistent aux débats, à moins que le président ne les autorise à se retirer.

ARTICLE 169

- Si, à l'audience d'une juridiction de jugement, une personne entendue comme témoin ou à titre de renseignement contredit les conclusions d'une expertise ou apporte au point de vue technique des indications nouvelles, le président demande aux experts, au ministère public, à la défense et, s'il y a lieu, à la partie civile, de présenter leurs observations. Cette juridiction, par décision motivée, déclare, soit qu'il sera passé outre aux débats, soit que l'affaire sera renvoyée à une date ultérieure. Dans ce dernier cas, cette juridiction peut prescrire quant à l'expertise **toute mesure qu'elle jugera utile.**

ARTICLE 169-1

- Les dispositions des articles 168 et 169 sont applicables aux personnes appelées soit à procéder à des constatations, soit à apprécier la nature des circonstances d'un décès, conformément aux articles 60 et 74.

Contradictoire et expertise pénale

- Absence lors de l'expertise
- Conclusions notifiées aux parties
- Possibilité de complément d'expertise ou de contre expertise qui devra être accomplie par au moins deux experts

CPP Article 60

Modifié par la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice

S'il y a lieu de procéder à des constatations ou à des examens techniques ou scientifiques, l'officier de police judiciaire ou, sous le contrôle de ce dernier, l'agent de police judiciaire a recours à toutes personnes qualifiées

Sauf si elles sont inscrites sur une des listes prévues à l'article 157, les personnes ainsi appelées prêtent, par écrit, serment d'apporter leur concours à la justice en leur honneur et en leur conscience.

CPP Article 60

Les personnes désignées pour procéder aux examens techniques ou scientifiques peuvent procéder à l'ouverture des scellés. Elles en dressent inventaire et en font mention dans un rapport établi conformément aux dispositions des articles 163 et 166

Ces personnes peuvent également, en le mentionnant dans leur rapport, replacer sous scellés les objets examinés et placer sous scellés les objets résultant de leur examen ; en particulier, les médecins requis pour pratiquer une autopsie ou un examen médical peuvent placer sous scellés les prélèvements effectués. Elles peuvent communiquer oralement leurs conclusions aux enquêteurs en cas d'urgence

CPP Article 60

Sur instructions du procureur de la République, l'officier de police judiciaire ou, sous le contrôle de ce dernier, l'agent de police judiciaire donne connaissance des résultats des examens techniques et scientifiques aux personnes à l'encontre desquelles il existe des indices faisant présumer qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction, ainsi qu'aux victimes

Expertise civile

- Chapitre V du CPC : « Mesures d'instruction exécutées par un technicien »
- Sections I et IV
- Articles 232 à 248 et 263 à 284-1

ARTICLE 232

- Le juge peut commettre **toute personne de son choix** pour l'éclairer par des constatations, par une consultation ou par une expertise sur une question de fait qui requiert les lumières d'un technicien.

ARTICLE 233

- Le technicien, investi de ses pouvoirs par le juge en raison de sa qualification, doit remplir **personnellement** la mission qui lui est confiée. Si le technicien désigné est une personne morale, son représentant légal soumet à l'agrément du juge le nom de la ou des personnes physiques qui assureront, au sein de celle-ci et en son nom l'exécution de la mesure.

ARTICLE 234

- Les techniciens peuvent être récusés pour les mêmes causes que les juges. S'il s'agit d'une personne morale, la récusation peut viser tant la personne morale elle-même que la ou les personnes physiques agréées par le juge.

La partie qui entend récuser le technicien doit le faire devant le juge qui l'a commis ou devant le juge chargé du contrôle avant le début des opérations ou dès la révélation de la cause de la récusation.

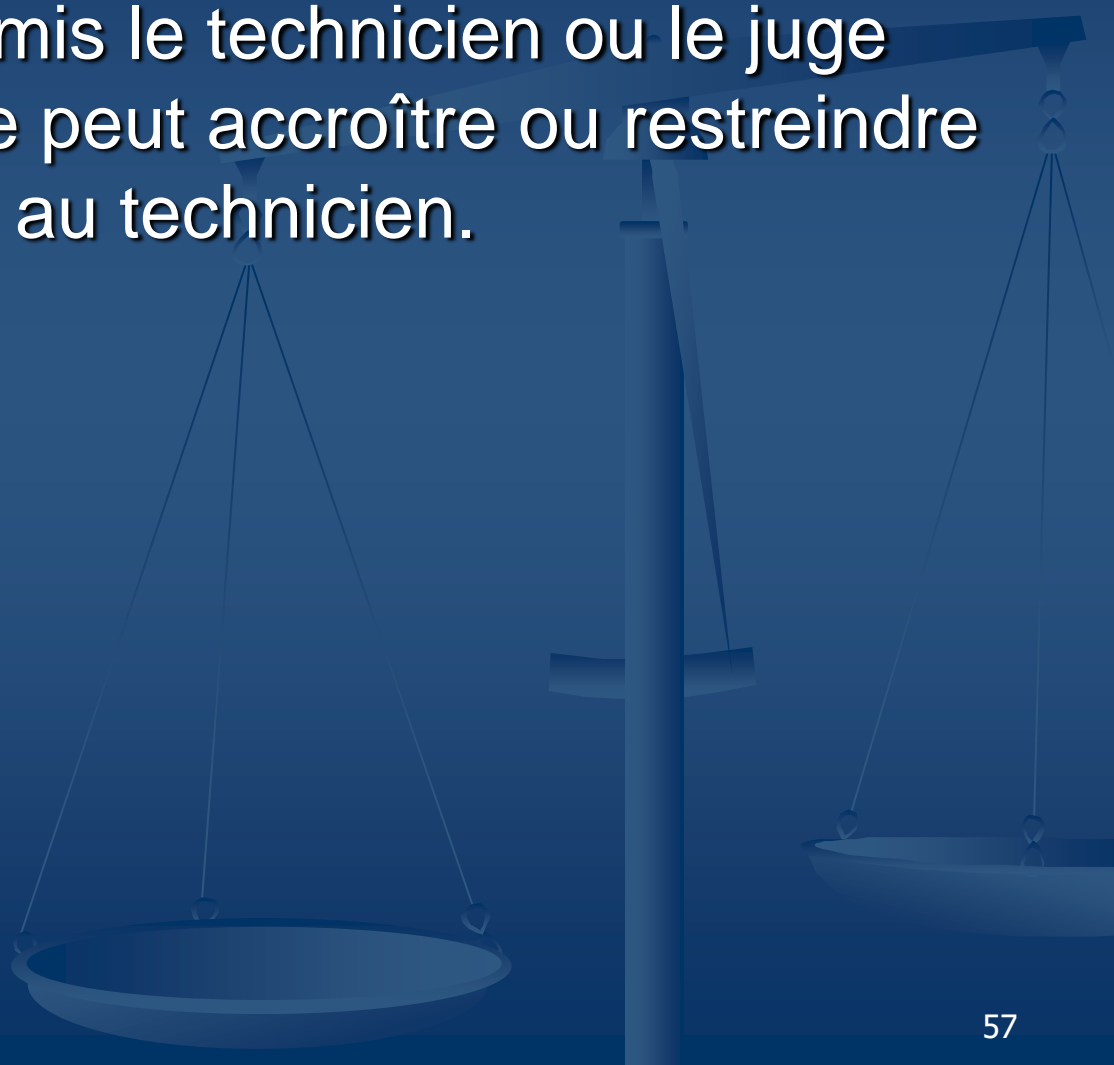
Si le technicien s'estime récusable, il doit immédiatement le déclarer au juge qui l'a commis ou au juge chargé du contrôle.

ARTICLE 235

- Si la récusation est admise, si le technicien refuse la mission, ou s'il existe un empêchement légitime, il est pourvu au remplacement du technicien par le juge qui l'a commis ou par le juge chargé du contrôle.
Le juge peut également, à la demande des parties ou d'office, remplacer le technicien qui manquerait à ses devoirs, après avoir provoqué ses explications.

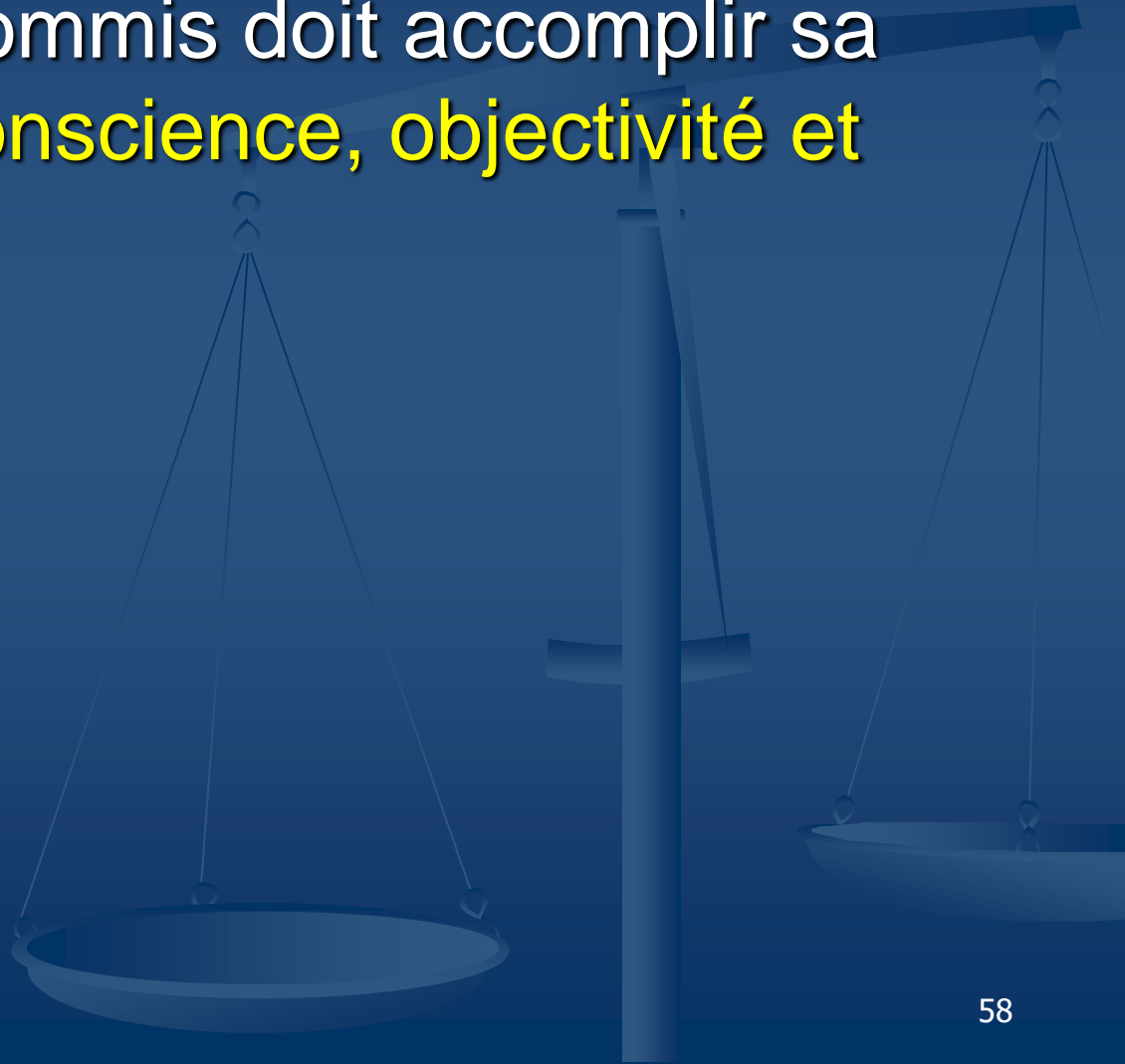
ARTICLE 236

- Le juge qui a commis le technicien ou le juge chargé du contrôle peut accroître ou restreindre la mission confiée au technicien.



ARTICLE 237

- Le technicien commis doit accomplir sa mission avec **conscience, objectivité et impartialité.**



ARTICLE 238

- Le technicien doit donner son avis sur les points pour l'examen desquels il a été commis.

Il ne peut répondre à d'autres questions, sauf accord écrit des parties.

Il ne doit jamais porter d'appréciations d'ordre juridique.

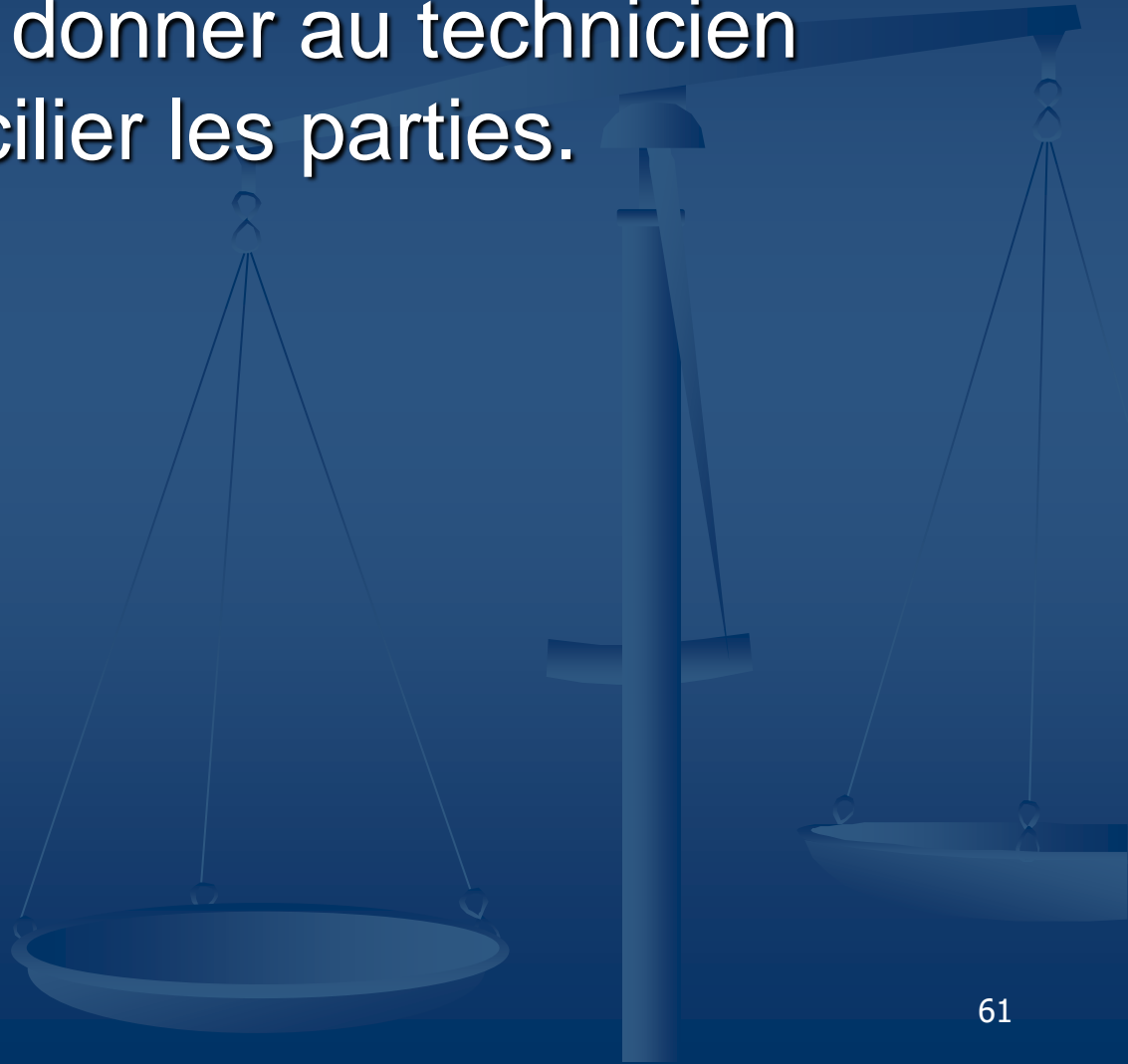
ARTICLE 239

- Le technicien doit **respecter les délais** qui lui sont impartis.



ARTICLE 240

- Le juge ne peut donner au technicien mission de concilier les parties.



ARTICLE 241

- Le juge chargé du contrôle peut assister aux opérations du technicien.
Il peut provoquer ses explications et lui impartir des **délais**.

ARTICLE 242

- Le technicien peut recueillir des informations orales ou écrites de toutes personnes, sauf à ce que soient précisés leurs nom, prénoms, demeure et profession ainsi que, s'il y a lieu, leur lien de parenté ou d'alliance avec les parties, de subordination à leur égard, de collaboration ou de communauté d'intérêts avec elles. Lorsque le technicien commis ou les parties demandent que ces personnes soient entendues par le juge, celui-ci procède à leur audition s'il l'estime utile.

ARTICLE 243

- Le technicien peut demander communication de tous documents aux parties et aux tiers, sauf au juge à l'ordonner en cas de difficulté.

ARTICLE 244

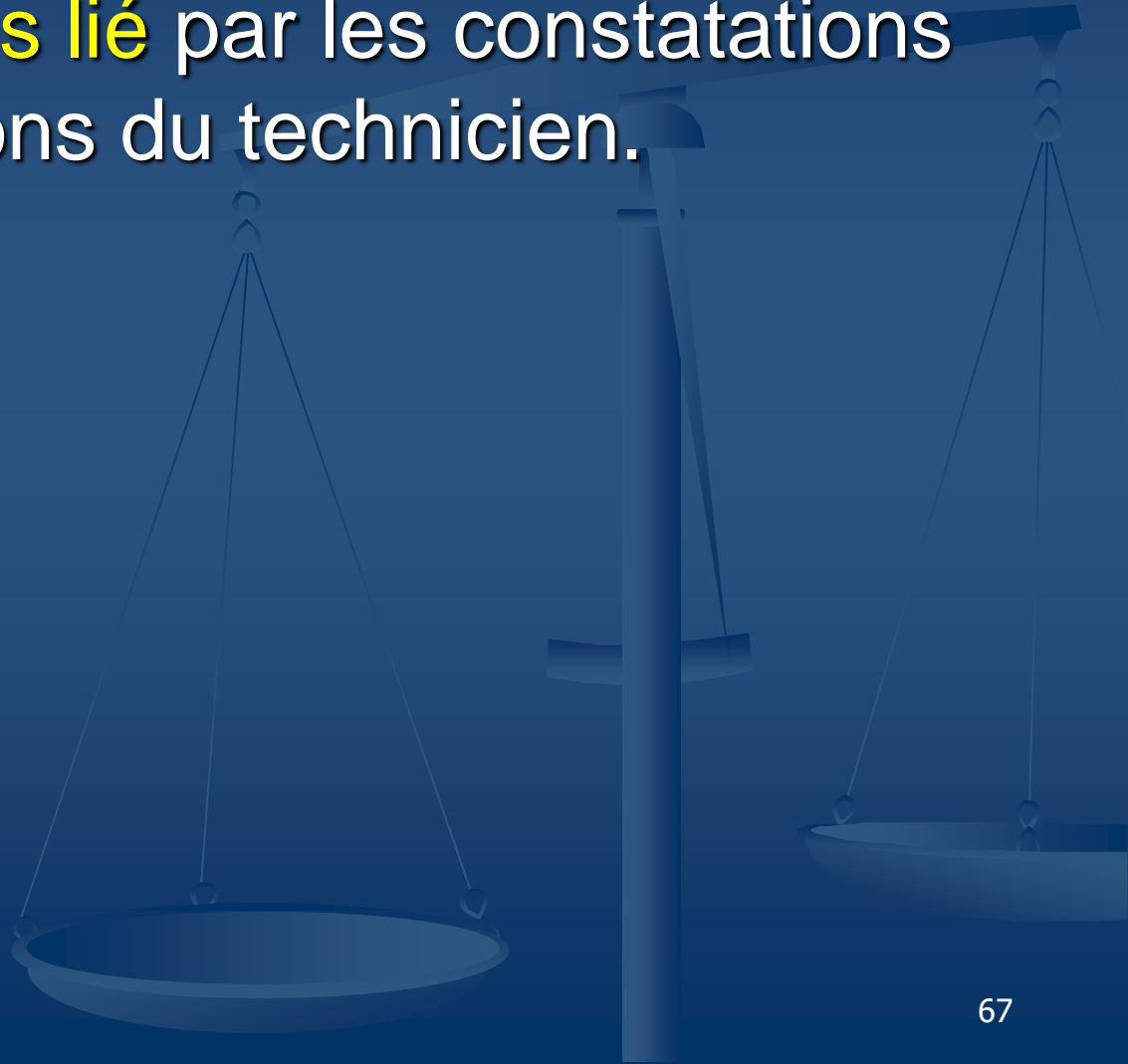
- Le technicien doit faire connaître dans son avis toutes les informations qui apportent un éclaircissement sur les questions à examiner. Il lui est **interdit de révéler les autres informations** dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de sa mission. Il ne peut faire état que des informations légitimement recueillies.

ARTICLE 245

- Le juge peut toujours inviter le technicien à compléter, préciser ou expliquer, soit par écrit, soit à l'audience, ses constatations ou ses conclusions.
Le technicien peut à tout moment demander au juge de l'entendre.
Le juge ne peut, sans avoir préalablement recueilli les observations du technicien commis, étendre la mission de celui-ci ou confier une mission complémentaire à un autre technicien.

ARTICLE 246

- Le juge **n'est pas lié** par les constatations ou les conclusions du technicien.



ARTICLE 247

- L'avis du technicien dont la divulgation porterait atteinte à l'intimité de la vie privée ou à tout autre intérêt légitime ne peut être utilisé en dehors de l'instance si ce n'est sur autorisation du juge ou avec le consentement de la partie intéressée.

ARTICLE 248

- Il est interdit au technicien de recevoir directement d'une partie, sous quelque forme que ce soit, une rémunération même à titre de remboursement de débours, si ce n'est sur décision du juge.

ARTICLE 263

- L'expertise n'a lieu d'être ordonnée que dans le cas où des constatations ou une consultation ne pourraient suffire à éclairer le juge.

ARTICLE 264

- Il n'est désigné **qu'une seule personne** à titre d'expert à moins que le juge n'estime nécessaire d'en nommer plusieurs.

ARTICLE 265

- La décision qui ordonne l'expertise :

Expose les **circonstances** qui rendent nécessaire l'expertise et, s'il y a lieu, la nomination de plusieurs experts ;
Nomme l'expert ou les experts ;
Enonce les chefs de la **mission** de l'expert ;
Impartit le **délai** dans lequel l'expert devra donner son avis.

ARTICLE 266

- La décision peut aussi fixer une **date** à laquelle l'expert et les parties se présenteront devant le juge qui l'a rendue ou devant le juge chargé du contrôle pour que soient précisés la **mission** et, s'il y a lieu, le calendrier des opérations. Les documents utiles à l'expertise sont remis à l'expert lors de cette conférence.

ARTICLE 267

- Dès le prononcé de la décision nommant l'expert, le secrétaire de la juridiction lui en notifie copie par lettre simple .
L'expert fait connaître sans délai au juge son acceptation ; il doit commencer les opérations d'expertise dès qu'il est averti que les parties ont **consigné la provision** mise à leur charge, ou le montant de la première échéance dont la consignation a pu être assortie, à moins que le juge ne lui enjoigne d'entreprendre immédiatement ses opérations.

ARTICLE 268

- Les dossiers des parties ou les documents nécessaires à l'expertise sont provisoirement conservés au secrétariat de la juridiction sous réserve de l'autorisation donnée par le juge aux parties qui les ont remis d'en retirer certains éléments ou de s'en faire délivrer copie. L'expert peut les consulter même avant d'accepter sa mission.

Dès son acceptation, l'expert peut, contre émargement ou récépissé, retirer ou se faire adresser par le secrétaire de la juridiction les dossiers ou les documents des parties.

ARTICLE 269

- Le juge qui ordonne l'expertise ou le juge chargé du contrôle fixe, lors de la nomination de l'expert ou dès qu'il est en mesure de le faire, le **montant d'une provision à valoir sur la rémunération de l'expert** aussi proche que possible de sa rémunération définitive prévisible. Il désigne la ou les parties qui devront consigner la provision au greffe de la juridiction dans le délai qu'il détermine ; si plusieurs parties sont désignées, il indique dans quelle proportion chacune des parties devra consigner. Il aménage, s'il y a lieu, les échéances dont la consignation peut être assortie.

ARTICLE 270

- Le greffier invite les parties qui en ont la charge, en leur rappelant les dispositions de l'article 271, à consigner la provision au greffe dans le délai et selon les modalités impartis.
Il informe l'expert de la consignation.

ARTICLE 271

- A défaut de consignation dans le délai et selon les modalités impartis , la désignation de l'expert est caduque à moins que le juge, à la demande d'une des parties se prévalant d'un motif légitime, ne décide une prorogation du délai ou un relevé de la caducité. L'instance est poursuivie sauf à ce qu'il soit tiré toute conséquence de l'abstention ou du refus de consigner.

ARTICLE 272

- La décision ordonnant l'expertise peut être frappée d'appel indépendamment du jugement sur le fond sur **autorisation du premier président de la cour d'appel** s'il est justifié d'un **motif grave et légitime**.
La partie qui veut faire appel saisit le premier président qui statue en la forme des référés. L'assignation doit être délivrée dans le mois de la décision.
S'il fait droit à la demande, le premier président fixe le jour où l'affaire sera examinée par la cour, laquelle est saisie et statue comme en matière de procédure à jour fixe ou comme il est dit à l'article 948 selon le cas.
Si le jugement ordonnant l'expertise s'est également prononcé sur la compétence, la cour peut être saisie de la contestation sur la compétence alors même que les parties n'auraient pas formé contredit.

ARTICLE 273

- L'expert **doit informer le juge** de l'avancement de ses opérations et des diligences par lui accomplies.

ARTICLE 274

- Lorsque le juge assiste aux opérations d'expertise, il peut consigner dans un procès-verbal ses constatations, les explications de l'expert ainsi que les déclarations des parties et des tiers ; le procès-verbal est signé par le juge.

ARTICLE 275

- Les parties doivent remettre sans délai à l'expert **tous les documents que celui-ci estime nécessaires** à l'accomplissement de sa mission. En cas de carence des parties, l'expert en informe le juge qui peut ordonner la production des documents, s'il y a lieu sous astreinte , ou bien, le cas échéant, l'autoriser à passer outre ou à déposer son rapport en l'état. La juridiction de jugement peut **tirer toute conséquence de droit du défaut de communication des documents à l'expert.**

ARTICLE 276

- L'expert doit prendre en considération les observations ou réclamations des parties, et, lorsqu'elles sont écrites, les joindre à son avis si les parties le demandent. Il doit faire mention, dans son avis, de la suite qu'il leur aura donnée.

ARTICLE 277

- Lorsque le ministère public est présent aux opérations d'expertise, ses observations sont, à sa demande, relatées dans l'avis de l'expert, ainsi que la suite que celui-ci leur aura donnée.

ARTICLE 278

- L'expert peut prendre l'initiative de recueillir l'avis d'un autre technicien, mais seulement dans une spécialité distincte de la sienne.

ARTICLE 279

- Si l'expert se heurte à des **difficultés** qui font obstacle à l'accomplissement de sa mission ou si une extension de celle-ci s'avère nécessaire, il en fait rapport au juge.
Celui-ci **peut**, en se prononçant, **proroger le délai** dans lequel l'expert doit donner son avis.

ARTICLE 280

- L'expert qui justifie avoir fait des avances peut être autorisé à prélever un acompte sur la somme consignée.
Si l'expert établit que la provision allouée devient insuffisante, le juge ordonne la consignation d'une provision complémentaire. A défaut de consignation dans le délai et selon les modalités fixés par le juge, et sauf prorogation de ce délai, l'expert dépose son rapport en l'état.

ARTICLE 281

- Si les parties viennent à se concilier, l'expert constate que sa mission est devenue sans objet ; il en fait rapport au juge.
Les parties peuvent demander au juge de donner force exécutoire à l'acte exprimant leur accord.

ARTICLE 282

- Si l'avis n'exige pas de développements écrits, le juge peut autoriser l'expert à l'exposer oralement à l'audience ; il en est dressé procès-verbal. La rédaction du procès-verbal peut toutefois être suppléée par une mention dans le jugement si l'affaire est immédiatement jugée en dernier ressort.

Dans les autres cas, l'expert doit déposer un rapport au secrétariat de la juridiction. Il n'est rédigé qu'un seul rapport, même s'il y a plusieurs experts ; en cas de divergence, chacun indique son opinion.

Si l'expert a recueilli l'avis d'un autre technicien dans une spécialité distincte de la sienne, cet avis est joint, selon le cas, au rapport, au procès-verbal d'audience ou au dossier.

ARTICLE 283

- Si le juge ne trouve pas dans le rapport les éclaircissements suffisants, **il peut entendre l'expert**, les parties présentes ou appelées.

ARTICLE 284

- Dès le dépôt du rapport, le juge fixe la rémunération de l'expert en fonction notamment des diligences accomplies, du respect des délais impartis et de la qualité du travail fourni.

Il autorise l'expert à se faire remettre jusqu'à due concurrence les sommes consignées au greffe. Il ordonne, selon le cas, soit le versement des sommes complémentaires dues à l'expert en indiquant la ou les parties qui en ont la charge, soit la restitution des sommes consignées en excédent.

Lorsque le juge envisage de fixer la rémunération de l'expert à un montant inférieur au montant demandé, il doit au préalable inviter l'expert à formuler ses observations.

Le juge délivre à l'expert, sur sa demande, un titre exécutoire.

ARTICLE 284-1

- Si l'expert le demande, une copie du jugement rendu au vu de son avis lui est adressée ou remise par le greffier.

Expertise civile

PRINCIPE

RESPECT DU CONTRADICTOIRE

GENERALITES



Réforme de la médecine légale

- **Circulaire du 27 décembre 2010 relative à la mise en œuvre de la réforme de la médecine légale** (BOMJL n°2011-01 du 31 janvier 2011)
- Schéma directeur = maillage territorial à trois niveaux couvrant la totalité du territoire national :
 - un niveau régional, composé de structures hospitalières appelées « centres-pivots », qui sont dédiées aux activités de médecine légale thanatologique (IML) et du vivant (UMJ) et chargées de l'animation du réseau et de la formation des médecins légistes
 - un niveau départemental, composé d'unités médico-judiciaires (UMJ) hospitalières dédiées à la seule médecine légale du vivant
 - un niveau local, dit « réseau de proximité », qui comprend les services des urgences hospitalières, des médecins libéraux ainsi que des associations de médecins